

REUNION - DEBAT DU POI

MERCREDI 17 DECEMBRE A 19 H 30

SALLE DUMONT (dans le parc en face de la gare RER- avenue Dumont)

un pot fraternel clôturera notre réunion

REFORME TERRITORIALE... METROPOLE DU GRAND PARIS...

DE QUOI S'AGIT-IL ?

Pour quels objectifs Hollande et Valls veulent-ils

faire voter la réforme territoriale en décembre au Parlement ?

- Fusion des 36 000 communes en intercommunalités forcées

Il s'agit, en obligeant les communes rurales à rejoindre des intercommunalités appelés territoires d'au moins 20 000 habitants, de supprimer les syndicats intercommunaux existants, constitués librement et de faire disparaître ainsi des milliers de communes. Les préfets ont le pouvoir d'imposer le périmètre des intercommunalités et de forcer les communes à y entrer.

- Fusion des communes et intercommunalités existantes

dans les Métropoles (dans les zones urbaines).

La loi permettant d'imposer les métropoles, qui videraient les départements et communes de tout pouvoir, a été adoptée en décembre 2013.

- Un exemple, la Métropole du Grand Paris :

La Ville de Paris, les 123 communes de 3 départements de la Région Parisienne (Seine Saint-Denis, Val de Marne, Hauts de Seine), et des communes des autres départements qui le voudront seront regroupées dans un EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre). La compétence actuelle des communes serait entre les mains de la métropole et les maires n'auraient plus qu'à signer les arrêtés correspondant à des mesures décidées ailleurs.

- Suppression des départements

Hollande-Valls viennent de faire adopter à l'Assemblée nationale la fusion de plusieurs régions, qui passent du nombre de 22 à 13. C'est le préalable pour s'attaquer maintenant aux départements. Devant la résistance des élus des conseils généraux, cette contre-réforme devrait s'étaler jusqu'en 2020.

Quels objectifs poursuivent-ils ?

- L'APPLICATION DU PACTE DE RESPONSABILITE

Valls a été très clair le 28 octobre au Sénat : "*ce développement des EPCI mettra fin au « vrai » millefeuille territorial : celui des 13 400 syndicats intercommunaux. Ces syndicats ce sont 17 milliards d'euros de budget, dont 9 de fonctionnement.*"

Sur les 50 milliards d'économies du pacte de responsabilité, l'Etat retire 11 milliards aux départements et communes. A Aulnay, le maire Beschizza va présenter en décembre un budget 2015 avec une dotation de l'Etat baissée de 5 millions. Et il devance l'application du pacte de responsabilité Hollande-Valls en annonçant la baisse de 10% des dépenses dans le budget 2015 : les employés sur contrat précaire ont reçu leur avis de non reconduction de leur contrat !

- LA REMISE EN CAUSE DES COMPETENCES DES DEPARTEMENTS

Actuellement, ils financent, entre autres, le RSA, les allocations des handicapés et des personnes dépendantes ! C'est la menace de suppression de milliers de postes de fonctionnaires territoriaux qui assurent les services publics départementaux. L'objectif : récupérer de 12 à 25 milliards d'euros sur les collectivités territoriales, selon le secrétaire d'Etat Vallini !

L'Union européenne exige ces "réformes structurelles" pour faire éclater les états souverains et mettre en concurrence les régions à l'échelle européenne. Peut-on sauver la République une et indivisible sans combattre pour la rupture avec l'Union européenne ?

COMMENT METTRE EN ECHEC CETTE ENTREPRISE DE DISLOCATION DE LA REPUBLIQUE UNE ET INDIVISIBLE ?

Oui ! Depuis deux ans, des milliers d'élus, conseillers généraux - y compris des Présidents de Conseil général, des maires et conseillers municipaux manifestent (la dernière manifestation à l'appel de l'AMR - maires ruraux, de 200 élus a eu lieu devant le Sénat le 28 octobre). Ils sont le plus souvent soutenus par la population locale.

Gérard Schivardi, maire de Mailhac et secrétaire national du POI, a pris l'initiative avec Jean Bartholin, conseiller général (gauche démocratique) d'un appel qui a recueilli à ce jour **1500** signatures d'élus. Il se prononce "**pour la défense des communes et de la démocratie, pour la défense des départements et des solidarités, pour le retrait du projet de loi de réforme territoriale.**"

A la tribune du Congrès des Maires du 25 au 27 novembre, ils ont lancé l'appel à **préparer une manifestation nationale à Paris pour le retrait des projets de loi.**

Pour combattre efficacement le pacte de responsabilité et la réforme territoriale, n'y a-t-il pas un préalable : s'engager à ne pas se faire le relais de cette politique sur la commune, refuser toute diminution des services à la population, toute suppression de poste ?

Et sur le plan syndical ? Les syndicats des services publics FSU, FO et CGT ont réagi violemment contre la réforme territoriale. Ils s'inquiètent des conséquences d'une réforme guidée par des impératifs économiques et financiers, sur la situation des 382 000 agents des régions et départements et sur l'avenir des services publics locaux.

UNITE POUR LE RETRAIT DE LA REFORME TERRITORIALE, UNITE CONTRE LA METROPOLE

DU GRAND PARIS ! RETRAIT DU PACTE DE RESPONSABILITE !

Nous avons décidé de répondre à l'invitation de la section du PCF d'Aulnay et nous participerons à la réunion publique organisée sur cette question lundi 15 décembre, salle Dumont à 19 h (avec la participation de la sénatrice PCF Eliane Assassi). Nous y débattons fraternellement de cette proposition d'une manifestation nationale pour le retrait de la réforme territoriale.